

Poèmes wallons de Christian Quinet

Ô pîd du mur

Quand nos-arons aband'nè / a lès corbôs / lès dèrnîs
'sclats d' oûr / dès victwâres / de nos grands-pés, /
quand l'sang / qui bat co 'ne miyète / dins nos vinnes /
s'èra vrémint d'venu / dou blanc froumâdje, / quand
nos-îs / trompès pa lès mirâdjès / vîront 'ne rivière /
ayu ç'qu'i n'âra / qu' in richot, / i fôra r'trouvêr
l' corâdje / de mori pou l' libètè / ou bîn / de s'fé
hara-kiri... / I n' èst jamés trop târd / pou l'oneûr !

Traduction
Souvarine

Avec son cœur taillé à la hache / ses yeux en lames de
faux / ses marteaux de poings / martelant en cadence /
la table du café / comme pour mieux / clouer à sa croix /
le cancer du monde / Souvarine croissait / au regard des
pauvres gens / dans un ciel / tout en noir / tout en
rouge / tout en noir et rouge... / Il ne voulait plus sui-
vre / les cailloux du Petit Poucet. / Il aurait volontiers
grillé / cathédrales / et châteaux / pour ériger sûre-
ment / des millions de coronas propres / et noyés de
fleurs. / Souvarine, / un mystère / lui-même cloué / aux
pages d'un livre sacré / dort sous la cendre... / Le réveil-
ler / signifierait peut-être / le début de la sagesse !

Au pied du mur

Traduction
Quand nous aurons abandonné / aux corbeaux / les derniers
éclats d'or / des victoires / de nos grands-pères, / quand le
sang / qui bat encore un peu / dans nos veines / sera vraiment
devenu du fromage blanc, / quand nos yeux / trompés par les
mirages / verront une rivière / où il n'y aura / qu'un ruis-
seau, / il faudra retrouver le courage / de mourir pour la li-
berté / ou / de se faire hara-kiri... / Il n'est jamais trop
tard / pour l'honneur !

Souvarine

Avû s'keûr tayî a l'apiète / sès-îs in lames de fôchèle /
sès martias d'pougn's / macsôdant in cadance / èl tâbe
du cabarèt / come pou mèyeû / clowér a s'cwas / l'can-
cèr' du monde / Souvarine crèchoût / è r'gârd dès poû-
vès djins / dins n-in stwalî / tout-in nwâr / tout-in
roûdje / tout in nwâr èyèt roûdje. / I n' voloût pus swî-
ve / lès cayôs du P'tit Poucèt. / Il-âroût volu grîlér /
catèdrales 'yèt chatôs / seûr'mint pou 'stampér / dès
miyons d'corons propres / èyèt nouyîs pa lès fleûrs. /
Souvarine, in mistère / li minme clowè / a lès pâdjès
d'in lîvre sacrè / doûrt pa d'zous l'cinde... / L'rinvyî /
sinifyroût potète / èl couminch'mint de l' sadjèsse !

Sommaire

Gérard Gelmini (CGSP) :
«La directive Bolkestein
et la Constitution européenne
sont écrites de la même
encre»

Interview par Pierre EYBEN
page 2

**Bolkestein et Constitution
européenne**
Raoul Marc JENNAU
page 4

**Voulons-nous encore une
presse libre ?**

Alain DE KUYSSCHE
page 6

Porto Alegre, 2005 :
5^{ème} Forum Social Mondial
François HOUTART
page 8

Allemagne nazie-URSS :
Une guerre à trois dimensions
Jean Marie CHAUVIER
page 10

Frères dans la Résistance

Lilian SWINNE
page 12

**Fondamentalisme religieux
made in USA**

Pierre EYBEN
page 14

**De la contre-réforme
à la restauration**
Pablo RODRIGUEZ
page 16

**Dérives dans les ASBL
paracommunales**
Robert TANGRE,
Jacques COUPEZ
page 17

Christian Quinet :
Le wallon hors du ghetto
Interview par Sandro BAGUET
page 18

Mensuel du Parti Communiste

Editeur responsable : Pierre Beauvois
Adresse: 9, rue Rouppe - 1000 Bruxelles
Tél: 02/503.35.80 - Fax: 02/503.34.96
Adresse électronique : dr@belgi.net

Abonnement annuel : 12 €- Etranger : 18 €
Envoyé sous enveloppe fermée
Abonnement de soutien : 25 et 50 €
Chômeurs, étudiants : 8 €
ING: 310-1877676-36

Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

Numéro 6
mai 2005
1 €

le drapeau rouge

Mensuel du Parti Communiste fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

1945-2005 CONTRE L'OUBLI !



« Les classes dominantes, disait le regretté Rodolfo Walsh (1), ont toujours essayé que les peuples n'aient pas d'histoire. Chaque lutte doit alors repartir à zéro, séparée des luttes précédentes: ainsi l'expérience collective est perdue, les leçons oubliées. Et l'histoire apparaît comme une propriété privée, dont les propriétaires sont aussi les propriétaires de toutes les autres choses ».

Les paroles et la pensée de Rodolfo ne pouvaient pas être plus actuelles vu le gigantesque degré de manipulation

que connaît aujourd'hui l'information au sujet des événements concernant la Seconde guerre mondiale. Voilà qu'il y a 60 ans le nazisme, la bête immonde comme la définissait Bertold Brecht, vivait ses derniers moments. Les grands médias ne cessent de nous présenter ces événements d'une manière scandaleusement déformée. Ainsi, c'est aux forces américaines, et accessoirement anglaises, que nous devrions notre libération et plus largement la victoire sur le fascisme. Or, un élémentaire sens de respect de l'histoire devrait rappeler que ce ne fut pas sur les plages de Normandie, mais bien à Stalingrad, à la résistance de Leningrad, dans les batailles de Kursk et celles de l'Ukraine et de la Biélorussie, que la colonne vertébrale de la machine de guerre hitlérienne fut brisée grâce aux efforts du peuple soviétique et de son Armée rouge. Toute comptabilité mortifère est par nature odieuse, mais comment, face à de telles impostures, ne pas rappeler que les Soviétiques ont perdu plus de 25 millions d'hommes, femmes et enfants, pour moins d'un demi million de militaires des Etats-Unis ?

Et il y eut aussi les résistances nationales, à commencer par celles, de loin les plus importantes en nombre et en activisme, organisées par les divers partis communistes européens. Ici, les mensonges et les silences sont particulièrement ignobles, parce qu'ils ne touchent pas des intervenants étrangers, comme lorsque l'on ignore l'Armée rouge, mais nos propres concitoyens, ces gens de nos villes et villages qui mirent en péril leur vie pour nous éviter la barbarie nazie. Contre tous ces mensonges, notre journal qui sut alors dans la clandestinité maintenir le lien entre tous ces combattants, s'honore aujourd'hui d'offrir la contribution de ces pages pour combattre le silence forcé, pour résister à l'oubli. Nous comptons, en ce sens, et à partir de ce numéro, dédier un espace considérable à ces années d'opprobre et, aussi, de dignité.

(1) Rodolfo Walsh, journaliste et écrivain argentin, militant antifasciste qui dénonça notamment les accointances entre la classe militaire argentine et les anciens de la Wehrmacht, est un des nombreux disparus des années '70, victimes de l'Opération Condor.

le drapeau rouge

Après Zoé Genot (Ecolo) et Jean-Maurice Dehousse (PS), nous poursuivons nos entretiens avec des opposants au projet de Constitution européenne. Ce mois-ci, nous donnons la parole à un représentant syndical, en la personne de Gérard Gelmini, Secrétaire général du secteur Cheminots de la CGSP.



Drapeau Rouge : Nous sommes au lendemain de l'euro-manifestation du 19 mars. En France, la droite elle-même, soutenue par Chirac, exige une renégociation de la directive Bolkestein. Des évolutions positives sont en cours, semble-t-il.

GG : Bien que les motivations de la droite soient différentes des nôtres, il faut se réjouir que le mouvement syndical et les forces de progrès se mobilisent enfin contre cette directive ultralibérale qu'à la CGSP nous dénonçons depuis sa rédaction. Je regrette toutefois que l'appel à manifester de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) se limite à dénoncer la seule directive Bolkestein et ne se prononce pas clairement contre le projet de Traité constitutionnel européen qui présente des dangers d'une plus vaste dimension. Tout justifie que l'on condamne d'une même voix, et la directive Bolkestein, et le projet de Traité. Hélas, ce n'est pas le cas dans les mots d'ordre officiels de la CES. Mais je ne doute pas que, dans la tête des manifestants du 19 mars, les enjeux soient perçus bien plus clairement et on peut espérer que la dynamique mise en œuvre fera bouger les rapports de force dans les instances de la CES sur cette question.

DR : Comment expliques-tu la position de la CES ?

GG : En vérité, la CES est un agrégat d'une centaine d'organisations qui ont une perception quelquefois très divergente de l'action syndicale. En gros, les syndicats progressistes des pays « latins » ont des traditions autogestionnaires de lutte visant à

constituer un véritable contre-pouvoir, alors que les organisations du « nord » ont davantage tendance à conclure des compromis de « cogestion », ce qui explique que le rapport de forces actuel dans le cadre de la confédération tende davantage vers une politique de lobbying auprès des institutions européennes que l'on veut donc, d'une certaine manière, ménager.

Chez nous, il faut bien dire qu'aujourd'hui, au sein de la FGTB, le débat sur le Traité n'a pas vraiment abouti, à supposer même qu'il ait été partout engagé. Jusqu'à présent seule la CGSP fédérale a pris clairement position contre le projet constitutionnel et, j'insiste, avec cohérence : l'article 144 de la partie III du projet de Constitution est le type même d'article qui génère Bolkestein. Il y a de l'aveuglement à ne pas s'en rendre compte. Le raisonnement de tous ceux qui préconisent aujourd'hui un « oui de combat » est à mes yeux une véritable énigme.

DR : On ne peut dire que le débat public, chez nous, soit des plus intenses.

GG : Ce sont les mêmes qui évoquent sans cesse les déficits démocratiques et qui, aujourd'hui, font preuve d'une réelle inertie dans la conduite du débat politique sur ces questions majeures. Les médias dominants sont bien en dessous de leurs responsabilités citoyennes en termes de clarification des enjeux. Une des raisons de la difficulté à débattre tient à l'hermétisme des textes. Derrière un vocabulaire technique, eurocratique, tout à fait obscur, se cachent pourtant des réglementations qui pèseront lourd sur tous les aspects de la vie quotidienne de chacun, en tant que travailleur et citoyen. L'urgence est d'éclairer l'opinion publique sur les réalités du projet de Constitution au lieu de l'abuser avec des lieux communs sur la construction européenne.

Pour leur part, les chicanes parlementaires belges, dans le cercle étroit des commissions techniques de la Chambre, n'ont abouti qu'à un seul résultat navrant : on ne consultera pas la population. Et il semble bien que, dans la foulée, on ne l'informerait pas non plus de

Gérard Gelmini

«La directive et la Constitution sont écrites de l'alto»



façon complète et objective. Or, avec le projet de Constitution, on se trouve devant une véritable anthologie des manœuvres antidémocratiques : de bout en bout, l'initiative est restée aux mains d'un club de chefs d'Etat, à l'abri d'une véritable implication des opinions publiques, chaque fois placées devant des faits accomplis ; sans le dire, le traité de Constitution outrepassa la stricte fonction d'un texte constitutionnel classique et nous engage de façon quasi définitive sur la voie de politiques économiques inspirées d'un libéralisme ravageur sur le plan social. La Banque centrale européenne est placée hors contrôle des élus et hors d'atteinte des décisions politiques, avec pour seul objectif d'assurer la stabilité des prix. Sans aucune capacité d'emprunt, les politiques européennes seront paralysées faute de moyens et, dans ces conditions, c'est jeter de la poudre aux yeux que d'attribuer à l'administration européenne de vastes projets de développement comme la création de grands réseaux transeuropéens de transport. Dans les conditions de l'élargissement, les moyens financiers sur fonds propres seront très vite épuisés.

Même sur le plan institutionnel, les déséquilibres sont criants : dans tous les secteurs de la finance et du marché en général, les prescrits sont formulés en termes juridiques très précis et contraignants et la référence au droit donnera une valeur d'autorité aux décisions prises, sanctions à l'appui. La Cour de justice de l'Union se chargera de faire la police contre toutes les législations nationales contraires au strict respect des principes libéraux. En revanche, pour tout ce qui concerne le social et la protection des travailleurs, le texte reste particulièrement évasif et limite ses ambitions à de vagues déclarations d'intention, sans prévoir aucune possibilité de recours en cas

Wallons pur jus ! Quelle émotion le jour où cet ancien mineur sicilien m'acheta spontanément un calendrier wallon car, disait-il : « Au fond de la mine, quand nous sommes arrivés en Belgique, nous ne causions que le sicilien, même pas l'italien. Alors, c'est le wallon qui nous a permis de

communiquer avec nos collègues belges, pas le français ». Je vous jure que j'en ai eu les larmes aux yeux. Mais la vocation industrielle de notre région a rejailli sur la mentalité d'une grande partie de la population et, tout naturellement, dans les autres couches sociales, le wallon a été et reste encore pratiqué dans une mesure que l'on aurait tort de sous-estimer. Ni de surestimer d'ailleurs, il est certain - et difficilement évitable - que le langage tend à se métisser. Exemple : « frumèz l'porte ! » alors qu'il faut dire : « frumèz l'uch ! ». Et c'est là que l'action des *Scriveûs* trouve toute son importance et c'est pourquoi nous nous montrons scrupuleux dans le respect du vocabulaire. Donc finalement, dans le Centre tout au moins, je dirais que le prolétariat a aidé le wallon-picard à devenir une « langue du terroir ». Mais le combat ne s'arrêtera jamais : il nous appartient d'activer le feu, faute de quoi il risque de s'éteindre. Toutefois, pas de panique : voici un siècle, le wallon était déjà condamné. Aujourd'hui, il est moins pratiqué mais, en revanche, il repose sur des structures compétentes plus fermes (comme le Conseil des Langues régionales endogènes) et indispensables pour mener

à bien une tâche aussi délicate.

DR : Dans l'actu du moment, tes coups de gueule ?

CQ : George W. Bush est l'homme d'Etat le plus dangereux pour la planète depuis Hitler. Il est d'autant plus nocif dans sa perversité qu'il agit sous le couvert officiel de la démocratie. En réalité, c'est un dictateur en souliers vernis, aujourd'hui, c'est plus efficace que les bottes ! Ses continuelles références à Dieu sont délétères, surtout à nos yeux d'Européens convertis aux vertus de l'Etat laïque. Son *So help me God* n'est pas différent de *Gott mit uns* qui ornait les ceinturons des soldats nazis. Pour nous qui essayons d'intégrer les musulmans dans notre société, sa politique vis-à-vis de l'Islam est indéfendable : elle n'a pas évolué d'un pouce depuis Charles Martel. Il a amené en Irak plus de chaos et plus de morts que du temps de Saddam Hussein. A l'intérieur, sa politique est carrément réactionnaire. Convaincre une majorité d'Américains d'abandonner une partie de leurs libertés pour obtenir plus de sécurité, c'est la théorie appliquée du *Vlaams Belang*, ou du *Front National*. Il ne rend pas service à ses concitoyens : il faut éviter de verser dans l'amalgame, l'Amérique ce n'est pas que Bush, ce sont aussi plus de 50 % de gens qui le vomissent et je rends hommage à ceux qui, courageusement, à la télévision, ont demandé pardon au monde d'avoir engendré Bush. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est respecté par Bush que de manière théorique. Les « faux rouges » assassinent la gauche. Le clientélisme, la compromission, la démagogie, la soif du pouvoir à tout prix. Les partis socialistes occidentaux comptent aujourd'hui peu d'idéalistes. Il en reste heureusement, plus qu'on ne le pense, mais ils sont maintenus sous l'éteignoir par une nomenclatura qui nuit plus à la gauche que les partis de droite traditionnels. Le citoyen en arrive à donner sa confiance à la droite traditionnelle qui ne se fait pas faute, bien évidemment, de profiter de l'aubaine. Nous avons vu ce

que ça a donné en France. Ô suprême humiliation, au deuxième tour des présidentielles, Jospin contraint d'inciter ses électeurs à choisir le sinistre Chirac pour contrecarrer l'inacceptable Le Pen ! Au pays des Droits de l'Homme... De quoi faire se retourner Jean Jaurès dans sa tombe ! D'où un scrutin digne d'une république bananière : 85 % en faveur de Chirac. Au-delà de ces chiffres ubuesques, le constat est alarmant : au vu des scores du premier tour, l'ouvrier français semblerait donc désormais accorder plus de crédit à l'extrême droite (un comble) qu'au parti qui a traditionnellement toujours défendu bec et ongles ses intérêts ! L'histoire n'aurait-elle servi à rien ? Je n'ose le croire.

Quant au Pape, si Dieu existe, il doit être gêné, il se cache, rouge de confusion, derrière un stratum-cumulus. Quelle indécence et quelle vanité à se traîner jusqu'à épuisement de ses forces et quel gâchis de la part des médias quand on pense qu'à chaque seconde, un enfant, un adulte, un vieillard meurt dans le monde par manque de nourriture ou de soins. Il est évident que son entourage essaie de le prolonger le plus longtemps possible car, lorsqu'un nouveau Pape prendra la relève, certains vont y perdre postes et privilèges. Attitude intolérable pour une institution censée prôner l'amour universel et le désintéressement. Ne nous y trompons pas. Malgré la foule mystique - et mystifiée ! - qui campe sous ses fenêtres sur la Place Saint-Pierre, une grosse quantité de catholiques ne se reconnaît plus dans l'institution papale telle qu'elle se présente aujourd'hui. En tant qu'athée, je ne m'en réjouis pas. Comme en politique, les convictions confessionnelles ou philosophiques ont besoin d'un contre-pouvoir, sans lequel la démocratie est en danger de mort. Le monde étant en perpétuelle mouvance, les entreprises se dotent de responsables de plus en plus jeunes, car dynamiques, disponibles et imaginatifs. Le Vatican agit à contresens et va droit dans le mur.

Propos recueillis par Sandro BAGUET

Né à La Louvière le 3 juin 1950, Christian Quinet est employé commercial auprès des Usines Gustave Boël (actuellement Duferco) durant 30 années. Lauréat de la biennale hennuyère 1998 avec le recueil de poésie *Come du sâbe intrè mès doûts* et prix spécial du concours Walla (Montigny-le-Tilleul) en 1996 avec la nouvelle *Dieu est moûrt*, il a publié trois recueils à ce jour : *Cœur de Louve* (poésie française et dialectale), *Le dernier homme dans la lune* (poésie française) et *D'orådje in ardi* (poésie dialectale). De plus, Christian a publié des textes dialectaux et en français dans plusieurs ouvrages collectifs et une pièce de théâtre, *Cabarèt du Lîjâdje*. Cause-rie avec un esprit libre...

DR : Peux-tu nous présenter l'association Les Scriveûs du Centre que tu présides ?

CQ : Si le *Mouchon d'Aunia* (« tarin des aulnes ») est né en 1912, la société littéraire dialectale *Les Scriveûs du Cente* voit le jour en 1945 et son président fondateur est Floribert Deprêtre. Le cercle fusionne avec ledit *Mouchon* au début des années '50. Sa démarche est de produire de la littérature en langue régionale du Centre et des articles de linguistique et de grammaire. Mais pas n'importe quoi, ni n'importe comment. Strict respect du vocabulaire et des règles d'orthographe prescrites par le grammairien liégeois Jules Feller sont, au niveau de la forme, nos bases fondamentales. *Les Scriveûs* abordent toujours avec plaisir les sujets traditionnels, mais leur volonté est de prouver que la langue wallonne est un idiome à part entière et donc apte à appréhender tous les thèmes contemporains. Dans la même optique, nous développons différents partenariats avec d'autres entités culturelles, associatives, humanitaires ou autres. Somme toute, nous évitons de nous enfermer dans un ghetto. Le wallon doit s'intégrer naturellement dans la vie de tous les jours : il ne doit pas s'en-

combrer de complexes (comme le firent trop souvent nos aïeux) mais, à l'inverse, il ne doit pas revendiquer une fonctionnalité à laquelle il ne peut prétendre, le français étant notre langage véhiculaire mais aussi, pour les nombreux immigrés que compte la Wallonie, leurs différents langages qui sont leurs vecteurs logiques de communication et qu'ils doivent préserver absolument pour perpétuer leurs racines. Somme toute, nous sommes des espèces d'équilibristes et nous ne nous en tirons pas trop mal je pense. Nous sommes une bonne douzaine de membres actifs dont la moitié ont gagné en tout une dizaine de prix littéraires plus ou moins importants. A noter que les *Scriveûs* ont gagné pratiquement une fois sur deux - dix fois en un peu plus de vingt éditions - le fameux concours biennal du Hainaut. Etant donné nos idéaux, nous ne nous contentons pas d'écrire dans le *Mouchon d'Aunia*, qui paraît tous les mois. Nous organisons des cabarets, des conférences, nous participons à des foires où nous vendons nos recueils mais aussi nos T-shirts, cartes postales régionales ou humoristiques, etc. Nous sommes aussi disponibles pour aider tous ceux qui veulent apprendre le wallon. Ainsi, Lily Faes et moi-même sommes actuellement impliqués, elle à Morlanwelz, moi à Houdeng-Goegnies, dans une formation pour les enfants de primaire. *Les Scriveûs* collaborent aussi à l'émission d'Antenne-Centre *Su l'Voye* qui engendre des retombées bénéfiques pour nous. Enfin, nous sommes avant tout une bande d'amis au sens fort du terme : pas de jalousie, pas de hiérarchie, les plus scolarisés mettant leur connaissance au service du groupe et non de leur vanité, un mot qu'ils ignorent...

DR : D'où te vient cet attachement à ce wallon parlé dans la région du Centre ?

CQ : Mes grands-parents maternels parlaient régulièrement wallon entre eux. Mon grand-père Eugène, contremaître lamineur chez Gilson, ne parlait que wallon avec ses collègues. Je les côtoyais souvent car ils

avaient l'habitude de se rencontrer régulièrement en dehors de leur boulot. Puis, mes parents ont repris le café « Au Succès » en 1963 - j'avais treize ans - et, comme c'était avant tout un établissement populaire, on y parlait beaucoup wallon. A l'école normale, à Morlanwelz, nos condisciples de Charleroi parlaient

allègrement leur langage et incitaient ainsi ceux du Centre à faire de même. Il en fut de même au service militaire. Enfin, ma rencontre, en 1978, avec Robert Heiremans me permit de boucler la boucle en commençant à écrire en wallon. En effet, Robert fut le deuxième époux de ma mère, veuve à 44 ans. Il était déjà scribeû et devint, par la suite président du cercle. Somme toute, fidèle à mon caractère, j'y suis venu simplement, naturellement et sans contrainte, ni artifice. En outre, je suis attaché viscéralement à La Louvière et à sa région : même si j'en avais les moyens, je ne pourrais aller m'installer au sud de la Loire, là où la France est la plus belle et où je me plais tant...

DR : Le wallon : langue du terroir ou langue prolétaire ?

CQ : Je ne peux que répondre de façon nuancée à cette question. Langue prolétaire ? Certes. C'est le wallon que causaient nos ouvriers, nos verriers, nos mineurs... Au fond du charbonnage, c'est le wallon mais aussi les dialectes étrangers, italiens surtout, qui ont aidé les damnés de la terre à s'en sortir. Je connais maints Italiens qui causent mieux le wallon que ceux qui se prétendent

de manquement.

Le contenu de la partie II relative aux droits fondamentaux est lui-même tout à fait insuffisant. Certains droits de base mentionnés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ne sont

ini (CGSP) :

Christian Quinet Bolkestein « le wallon en européenne la même encre » hors du ghe

même pas repris. Le « droit au travail » avec tout ce qu'il implique comme droits dérivés (pensions, allocations de chômage...) se voit remplacé par un certain « droit de travailler » qui est une formulation sans consistance. Le droit de grève est reconnu, c'est la moindre des choses, mais on lui oppose comme son équivalent le « droit » au lock-out qui n'est rien qu'un abus de pouvoir patronal.

On prétend que les pouvoirs du parlement européen seront consolidés. Probablement est-ce vrai, mais ce parlement ne sera pas moins le seul parlement au monde à être dépourvu du droit d'initiative législative, puisque ce droit demeure réservé à l'exécutif : la Commission. La discrimination en matière de majorités éclaire singulièrement la dimension purement libérale du projet : des majorités qualifiées sont suffisantes dans tous les domaines relatifs au marché, à la finance, au capital ; en revanche, en ce qui concerne les matières

propices à faire avancer les droits des citoyens et des travailleurs - le social et le fiscal -, c'est la règle de l'unanimité qui est de mise avec toute l'inertie que cela présuppose. C'est dire que l'on met en place les conditions structurelles et réglementaires d'un véritable empêchement de l'Europe sociale.

DR : Il semble qu'on assiste à une tentative de passage en force des forces libérales qui espèrent obtenir un effet de rupture avec les équilibres issus du compromis social-démocrate de 1945 et, disons, les structures de l'Etat-Providence.

GG : Ce qui est en tout cas remarquable, c'est la continuité de l'offensive néo-libérale depuis le 2^e choc pétrolier et son accélération depuis l'implosion du système soviétique à travers ce qui a pris le nom de mondialisation : c'est désormais le capitalisme financier et quelques grands groupes industriels transnationaux qui dictent leur loi. La partie III du projet de Constitution n'a d'autre fonction que d'enregistrer cette hégémonie et de lui donner un caractère permanent dans un cadre institutionnel approprié. Sous cet angle, oui, le projet de constitution marque une étape décisive dans l'offensive ultralibérale à l'œuvre depuis de nombreuses années contre les positions du mouvement ouvrier dans les structures de l'Etat et tout particulièrement contre les services publics.

L'insistance quasi obsessionnelle du traité

sur le principe de « marché où la concurrence est libre et non faussée » indique clairement que les services publics ne sont plus considérés que comme des exceptions à peine tolérées aux règles de la sacro-sainte concurrence : la logique du projet, c'est de forcer leur soumission au marché et d'en obtenir à terme la disparition pure et simple. Les services publics ne sont d'ailleurs plus référencés que sous la notion de « services d'intérêt (économique) général » et ne sont même pas mentionnés, ni dans les valeurs, ni dans les objectifs de l'Union.

Je redis mon incompréhension devant l'attitude de ceux qui, à gauche, dénoncent les conséquences néfastes de la directive Bolkestein et qui appellent en même temps à dire oui au projet de Constitution : les deux textes sont écrits de la même encre. Il y a véritablement un lien organique entre les deux documents : on ne peut refuser l'un sans condamner l'autre avec la même fermeté.

Une autre illusion consiste à penser qu'on va pouvoir s'accommoder provisoirement de ce texte en l'état et tenter dans l'avenir de l'améliorer progressivement. Il est expressément prévu que les dispositions constitutionnelles ne pourront jamais être modifiées qu'à l'unanimité. C'est dire s'il sera impossible de créer les conditions politiques pour obtenir le moindre changement. Cette règle de l'unanimité consiste à donner un véritable droit de veto aux forces libérales européennes. Il suffira d'un seul pays, il suffira d'une seule majorité de droite pour empêcher toute réforme qui ne conviendra pas aux groupes d'intérêts financiers.

Il est impératif de sortir du projet tout le contenu de la Partie III, lequel n'a d'ailleurs pas fait l'objet des travaux préparatoires de la « convention ». Le rôle d'une Constitution est de proclamer un ensemble de valeurs communes, alors que le texte du traité détermine dans le détail des choix politiques, sociaux et économiques libéraux qui ne pourront être modifiés. Ces lignes directrices sur les politiques économiques à mener n'ont absolument pas leur place dans un projet de Constitution.

Et je ne commente pas davantage d'autres aspects tout à fait inacceptables du projet comme l'institutionnalisation du dialogue avec les Eglises ou la subordination de la politique de défense de l'Europe à l'OTAN à l'heure des aventures guerrières que l'on connaît. Ces soumissions de fait au Vatican et à l'hégémonie des Etats-Unis sont pour le moins intolérables.

Propos recueillis par
Jean-Claude RAILLON



Pour l'Europe des 35 heures !

La « proposition de directive sur les services dans le marché intérieur », conçue par les services de la Commission européenne sous la direction de Frits Bolkestein donne lieu à de bien étranges manipulations politico-médiatiques qui brouillent la réalité des faits et trompent les gens appelés à se prononcer sur le projet de Constitution européenne. Chacun se démène aujourd'hui pour apparaître comme le plus résolu et le plus ancien à s'opposer à cette proposition. Il est alors bon de rappeler les faits afin d'apprécier la sincérité des oppositions claironnées ici ou là.

LES ORIGINES

Tout commence à Lisbonne où les Chefs d'Etat et de gouvernement (pour la Belgique, le gouvernement soutenu par les libéraux, les socialistes et les écologistes) adoptent une « stratégie » en vue de faire de l'Europe « l'économie la plus compétitive du monde ». Une cible: les services à libéraliser en allant au-delà de ce que prévoit l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) qui n'épargne pourtant aucun secteur, mais qui exige, même dans le cadre de l'Union européenne, l'accord explicite de chaque Etat membre.

Le 13 février 2003, le Parlement européen adopte une résolution, qui « se félicite des propositions visant à créer un instrument horizontal pour garantir la libre circulation des services sous forme de reconnaissance mutuelle » (point 35) et considère que « les principes du pays d'origine et de la reconnaissance mutuelle sont essentiels à l'achèvement du marché intérieur des biens et des services » (point 39).

Ainsi, la directive sur les services dans le marché intérieur et son principe du pays

d'origine tant décriés aujourd'hui ont été voulus par une majorité du Parlement européen. Une majorité impossible s'il n'y avait eu les voix des sociaux-démocrates et des Verts. Ceux-ci dénoncent aujourd'hui ce qu'ils ont demandé hier, parce que cette proposition de directive illustre trop clairement le modèle néo-libéral que va imposer le traité constitutionnel qu'ils soutiennent.

LA PROCEDURE

1) Le 13 janvier 2004, la proposition est adoptée par la Commission européenne, et notamment par les Français Michel Barnier (UMP) et Pascal Lamy (PS), le Belge Philippe Busquin (PS), l'Allemande Michaela Schreyer (Verts). La proposition, dont le contenu appartient à une matière pour laquelle la procédure de codécision s'applique, est ensuite envoyée à la fois aux gouvernements et au Parlement européen.

2) Pour l'examen intergouvernemental, c'est dans le cadre du Comité des Représentants Permanents (COREPER) qu'un groupe de travail est constitué. Il rassemble des représentants de la Commission européenne et des gouvernements. Il se réunit à six reprises entre le 27 février et le 26 mai. D'autres réunions auront encore lieu par la suite. Mais ce qu'il faut retenir, c'est que **pas un seul gouvernement ne demande le rejet de la proposition.**

3) Bien plus, lors du Sommet européen des 25 et 26 mars 2004, à Bruxelles, les Chefs d'Etat et de gouvernement (dont, parmi ceux-ci, les chefs des gouvernements luxembourgeois et belges), adoptent un texte dans lequel on peut lire, à propos de la stratégie de Lisbonne : « Dans le secteur des services, qui demeure fortement fragmenté, une concurrence accrue s'impose pour améliorer l'efficacité, accroître la pro-

duction et l'emploi et servir les intérêts des consommateurs. L'examen du projet de directive sur les services doit être une priorité absolue et respecter le calendrier envisagé ».

4) Au Parlement européen, c'est le 31 août 2004 que la « commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs » est saisie pour la première fois de la proposition. Il apparaît que le PPE (dont fait partie le CDH belge), les libéraux (dont fait

Bolkestein et Consti Allons-nous di qui nous ti

partie le MR belge) et une très large partie du groupe du parti socialiste européen sont favorables à la proposition, quitte à procéder à certaines modifications. Seuls le groupe de la Gauche Unitaire Européenne dirigé par le Français Francis Wurtz (PCF) et quelques socialistes manifestent une opposition sans ambiguïté.

5) Une audition d'experts est organisée au Parlement européen le 11 novembre ; à la demande du Groupe de la Gauche Unitaire Européenne, je suis entendu par la commission du marché intérieur avec 19 autres personnes. Il se dégage de la majorité des interventions que cette directive va provoquer la plus formidable insécurité juridique, qu'elle rend inopérante la directive existante sur le détachement des travailleurs, qu'elle compromet gravement la Convention Rome I (respect du droit du pays dans lequel le travailleur exerce son activité), qu'elle ruine toute possibilité pour les Etats qui organisent un système de couverture des soins de santé de pouvoir maintenir une telle politique, qu'elle consacre, à l'instar du traité constitutionnel européen, l'abandon de la technique de l'harmonisation comme instrument prioritaire de l'intégration européenne. Un fait à noter : la Commission européenne rejette en bloc toutes ces observations.

6) Lors du Conseil des Ministres chargé des questions de compétitivité les 25-26 novembre 2004, « la proposition de directive fait l'objet d'un accueil globalement favorable par les Etats membres ». La France indique qu'elle ne s'oppose pas à l'application du principe du pays d'origine.

7) Le 1^{er} janvier 2005, le passage de la présidence des Pays-Bas au Luxembourg marque une inflexion intéressante. Le gou-

Dérives dans les ASBL paracommunales

La campagne électorale 2000 a été marquée à Courcelles par la mise en évidence de dysfonctionnements importants au niveau d'ASBL para-communales comme CORAIL ou le SLAIE. Suite à l'intervention des conseillers communaux UCPW, ces associations furent fermées et des actions judiciaires – non encore abouties – engagées.

Comment en est-on arrivé à ce genre de dérives ?

Des ASBL paracommunales ont été créées par divers conseils communaux pour rencontrer dans l'urgence certaines problématiques sociales (aide aux plus démunis, garderies d'enfants, lutte contre la toxicomanie,...). Comme ces associations sont financées par des subventions diverses, tant fédérales que régionales, elles doivent réagir rapidement aux subventions annoncées, créer un projet et le soumettre à l'avis des pouvoirs de tutelle pour émarger aux subventions.

Comme la structure traditionnelle de toute décision prise par tout conseil communal est lourde et très longue, il est impossible de réagir rapidement dans le laps de temps requis pour le dépôt d'un dossier. Les conseils communaux ont ainsi créé des ASBL aux commandes desquelles se trouvent des administrateurs comptant en principe une représentation proportionnelle d'élus communaux.

Et là se trouve le piège, car l'attention des élus se relâche et, souvent par sens du copinage politique (ce sont des camarades qui gèrent, nous sommes donc en confiance), les conseillers communaux n'exercent pas les tâches qui leur sont assignées par la loi, à savoir le droit de regard et le droit de contrôle sur les documents régissant la vie de toute association. Cette surveillance n'étant pas accomplie, on connaît des dérives à la Courcelloise ou à la Carolo comme en témoigne l'article ci-après.

Robert TANGRE, conseiller communal UCPW de Courcelles

115.000€/an pour quelques heures par mois !

Diapason-Transition, c'est le nom d'une ASBL purement carolingienne, spécialisée dans l'accueil socio-sanitaire des toxicomanes. Celle-ci a récemment défrayé la chronique locale par l'ampleur du salaire que s'était octroyé, pour un quart-temps, Jean Pol Avaux, administrateur délégué de l'ASBL, par ailleurs chef de cabinet-adjoint et secrétaire du Ministre-Président Jean-Claude Van Cauwenberghe.

Les chiffres donnent le tournis. On a cité des montants de 82.000 et de 115.000€/an pour quelques heures de prestation par mois, sur une enveloppe de 350.000 € pour 4 personnes alors que les 10 « temps plein » de l'antenne de Charleroi devaient se partager 400.000 €. Couvert par son conseil d'administration, l'administrateur a d'abord nié les faits, mais devant les preuves, il a donné sa démission. Comme le rappelait le personnel (42 travailleurs) : « Cet argent vient du contribuable. C'est intolérable. On s'occupe des pauvres ici. C'est sur leur dos qu'il s'est enrichi » et de réclamer un geste de l'autorité politique de la ville, subsidiant l'ASBL à concurrence de 488.000 €/an. « Plus de cumul, plus de clientélisme... de la transparence ! ». A noter que des subsides de l'INAMI (1,5 millions d'€) étaient également versés pour le paiement des salaires. Triste histoire qui met en lumière la nécessité de contrôle et de totale transparence des ASBL subventionnées par les villes et communes. C'est une vieille revendication des communistes là où ils siègent. A Charleroi, les élus communistes Malika El Bourezgui et Jacques Coupeuz, siégeant au sein du groupe Ecolo, ont cautionné la demande introduite par le chef de file Luc Parmentier. Ils considèrent par ailleurs que les traitements devraient être limités à la hauteur des subsides de l'INAMI. Si un supplément devait être payé, le montant global ne pourrait en aucun cas dépasser le salaire que percevrait la personne si elle était employée directement par la ville pour la même fonction. De cette affaire on retiendra que, mise sous pression, la ville a décidé la mise en place d'une cellule d'audit et d'appui aux ASBL. Elle sera chargée de les aider notamment dans la gestion comptable et le suivi financier. A suivre en tout cas et dans la... transparence !

A recréer, aussi, le climat de confiance avec le personnel qui s'investit sans limite dans l'action sociale développée par ce centre d'aide aux toxicomanes. Une affaire plus que regrettable qui, hélas, peut être un dopant pour l'extrême droite !

Jacques COUPEUZ, conseiller communal Ecolo, membre du Parti communiste



10.000 travailleurs français à Bruxelles le 19 mars 2005

De Wojtyla à Ratzinger

DE LA CONTRE - REFORME A LA RESTAURATION

N'ayons pas peur ! Immérgés que nous sommes dans ce déluge unanime de louanges entourant sa mort (1), nous voudrions prendre au pied de la lettre la fameuse invocation de Karol Wojtyla, et *ne pas avoir peur* de dire qu'il fut, avec Ronald Reagan et Margaret Thatcher, un des grands acteurs du plus grand processus de régression sociale et politique qu'ait connu la planète durant la dernière moitié du 20^{ème} siècle.

Cherchant à faire croire qu'ils sortent de l'unanimité ambiante, la plupart des médias essaient de trouver chez Jean Paul II quelques petits points « critiquables », des parcelles de conservatisme par exemple, histoire de faire croire qu'eux aussi sont aussi capables d'une hérésie *soft*. Ainsi, ils regrettent la position du pontife par rapport à l'accès des femmes au sacerdoce, son opposition aux unions d'homosexuels ou encore son rejet de tout autre moyen de prévention du sida que l'abstinence sexuelle.

Mais toutes ces critiques servent aussi à cacher l'essentiel : à savoir que Karol Wojtyla fut avant tout un éminent homme politique particulièrement réactionnaire et qui sut mener à bien, et avec grand talent, ses desseins politiques, en usant et abusant de son statut de porteur du message chrétien. Ainsi, tout au long de son pontificat, il n'a fait qu'étouffer et réprimer systématiquement, à l'intérieur de l'église, toute tendance susceptible d'associer la parole du Christ à un engagement de justice sociale et, à l'extérieur, en combattant tout mouvement politique socialisant ou présentant des positions contestataires au système capitaliste prédominant. Bien sûr, il devait accompagner ce comportement de quelques protestations contre les « excès » du capitalisme néo-

libéral, mais – tels Blair ou Schröder – c'était pour mieux accomplir ses objectifs.

Ainsi, on doit à Jean Paul II l'anéantissement de la théologie de la libération et de ses multiples variantes, le renforcement des courants catholiques réactionnaires comme les légionnaires du Christ et l'Opus Dei, ou des gestes politiques hautement symboliques, comme la béatification du cardinal croate Stepinac, soutien du régime fasciste oustachi et complice silencieux lors de l'extermination de centaines de milliers de Serbes, juifs et Roms. Son soutien à l'activisme anti-sandiniste de la hiérarchie de l'Eglise de Nicaragua fut précieux à l'administration Reagan. Son intervention dans les prologomènes de l'éclatement de la Yougoslavie – lorsque l'Allemagne de Helmut Kohl et le Vatican reconnurent unilatéralement l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie – ne fit qu'encourager la prolongation et l'extension de la guerre qui venait de commencer. Que dire encore de sa froide distance envers les souffrances des églises latino-américaines et ses dizaines de martyrs, y compris lors de l'assassinat de l'archevêque Romero ?

Est-ce alors une surprise que ce pédagogue de la démocratie ait préparé minutieusement sa succession en nommant 113 des 115 cardinaux qui devaient participer au conclave qui a finalement élu le cardinal Ratzinger, le plus proche de ses conseillers, comme nouveau pape ?

Non, décidément non : ce pape ni son successeur ne sont pas pour nous les porte-parole du message chrétien, mais sa perversion. Permettez-nous alors, non-croyants respectueux du fait religieux, de croire, avec d'autres hommes d'é-

glise, tels Helder Camara, Oscar Romero ou Jean XXIII, qu'un autre catholicisme est possible.

Pablo RODRIGUEZ

(1) Dont celles de dirigeants politiques tels Lula, Hugo Chavez et Fidel Castro, dont le pénible exercice ne peut que susciter confusion et réprobation. La « *real politik* » peut-elle tout autoriser ? Même la perte des repères ?

EINSTEIN

Au moment où on célèbre le centenaire de l'énoncé de la théorie de la relativité, il est opportun de rappeler aussi cet autre côté de la personnalité d'Einstein, ses engagements antifascistes et pour la paix mondiale (souvent en convergence avec des hommes de science communistes comme les prix Nobel Paul Langevin et Pierre Joliot-Curie). Voici ce qu'il disait au sujet du combat contre le militarisme et, plus largement, sur l'idéal du socialisme :

« et pour tant, je reste assez confiant dans l'humanité pour penser que l'armée aurait disparu depuis longtemps si le bon sens des peuples n'était pas systématiquement perverti, par le biais de l'éducation et de la presse, sous la pression d'intérêts financiers et politiques ... je suis convaincu que le seul moyen de supprimer l'oppression est l'établissement d'une société socialiste où le système d'éducation sera guidé par les seules lois de l'intelligence ». (Albert Einstein, *Comment je vois le monde*, Œuvres choisies, volume 5)

vernement grand-ducal ne semble pas disposé à soutenir inconditionnellement le texte de la proposition. A telle enseigne qu'il dépose, le 10 janvier 2005, un « document consolidé » comportant à la fois des formulations plus précises, des formules alternatives pour chaque article sensible et l'abandon de certaines dispositions du document Bolkestein. Ce document est actuellement examiné au sein du groupe de travail. La présidence luxembourgeoise ouvre une

stitution européenne ire oui à ceux rompent ?

fenêtre d'opportunité pour amender le texte. Elle se termine le 30 juin. Elle sera suivie par la présidence du gouvernement britannique qui est un fervent partisan du texte rédigé par Bolkestein et approuvé par la Commission.

LA DUPLICITE DES PARTISANS DU TRAITÉ CONSITUTIONNEL

Le cas français est assez illustratif : les partisans du traité constitutionnel européen ont compris que cette proposition Bolkestein offre l'exemple de ce que sera la mise en œuvre de leur Constitution, qu'elle risque d'ouvrir les yeux de beaucoup avant le référendum et qu'elle vient donc trop tôt ; c'est pourquoi ils font semblant aujourd'hui de s'indigner d'une proposition qu'ils ont appelée de leurs vœux hier.

Les protestations françaises (celles des autorités comme celles des tenants socialistes et verts du « oui » au traité constitutionnel) portent essentiellement sur le « principe du pays d'origine ». Ces partisans de la « stratégie de Lisbonne » passent sous silence les autres agressions commises par la proposition Bolkestein :

- elle remet en cause des fondements du droit privé international (Convention Rome I) et des négociations très avancées dans ce domaine (proposition de Convention Rome II) ;
- elle rend inapplicable la directive sur le détachement des travailleurs ;
- elle s'applique à des secteurs comme l'enseignement, la santé, les services sociaux, les services culturels et audiovisuels ;
- elle conduit au démantèlement des systé-

mes publics de couverture des soins de santé ;

- elle remet en cause le pouvoir des autorités locales à fournir des services ;
- elle est contradictoire avec la proposition de directive relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;
- elle ampute les Etats européens de leur liberté de choisir à quels services et avec quelle ampleur ils vont appliquer l'AGCS.

Les prises de position tonitrueuses des autorités françaises n'ont pour seul but que de repousser l'examen de la proposition Bolkestein après le référendum. Elles ont pour effet que cet examen n'aura plus lieu sous une présidence luxembourgeoise favorable à des amendements significatifs du texte, mais sous une présidence britannique très attachée au texte initial. Faire gagner le « oui » au traité constitutionnel et obtenir ensuite la proposition Bolkestein, tel est le double objectif des serveurs du patronat.

LA COMMISSION BARROSO

Le président Barroso, un néolibéral atlantiste, qui a fait ses preuves comme destructeur des services publics quand il était premier ministre du Portugal, fait de la stratégie de Lisbonne une de ses plus importantes priorités. Dans le Financial Times (Londres), Barroso déclare le 2 février 2005, que « *la libéralisation des services est la première de ses priorités* ». Il précise que son programme constitue « *une rupture claire avec la pensée européenne d'un passé récent quand les préoccupations environnementales et l'amélioration des droits des travailleurs recevaient la même priorité que la nécessité de générer de la croissance* ».

Au lendemain des exigences gouvernementales et socialistes françaises de « remise à plat » de la proposition de directive, la porte-parole de la Commission européenne, déclare le 4 février : « *La position de la Commission est que la libéralisation des services est un point essentiel de la relance de la stratégie de Lisbonne sur la compétitivité de l'Union. Il n'est pas question que la Commission retire la directive services* ». Le néolibéral Charlie McGreevy qui a succédé au néolibéral Frits Bolkestein en qualité de Commissaire au marché intérieur déclare que « *le principe du pays d'origine doit être maintenu, car c'est la clé de voûte de la directive* ». Peter Mandelson, successeur travailliste du socialiste Pascal Lamy, défend lui aussi ce principe au nom de la lutte contre le protectionnisme.

Propos de l'Exécutif que ne dément pas le vice-président socialiste du Parlement euro-

péen, Robert Goebbels, qui ajoute : « *Il existe des pans entiers de services où la concurrence ne ferait pas de mal* ». A bon entendeur...

BOLKESTEIN ET LE TRAITÉ CONSTITUTIONNEL

Pour comprendre la portée de ce qui se prépare, il faut garder en mémoire que l'élargissement à des pays où il n'y a pas ou peu de lois fiscales, sociales et environnementales s'est négocié au moment même où on rédigeait le traité constitutionnel et la proposition Bolkestein. La Commission européenne, moteur de l'idéologie néolibérale, a été au centre de cette triple démarche.

L'unanimité exigée par le traité constitutionnel européen pour toute harmonisation sociale signifie l'abandon de l'harmonisation. Et la proposition Bolkestein annonce ce qui va remplacer l'harmonisation : l'utilisation des disparités nouvelles créées par l'élargissement au profit d'un patronat assuré par le traité constitutionnel que la liberté d'établissement et de circulation des services sont des « *valeurs fondamentales* » de l'Union (article 4), que « *les restrictions à la libre circulation des services sont interdites* » (article 144), que la concurrence sera « *libre et non faussée* » (articles 3, 177, 178, et 65 autres articles...) et que l'harmonisation sociale sera laissée au « *fonctionnement du marché intérieur* » (article 209).

Cette proposition illustre par anticipation les législations européennes futures, une fois adopté le traité constitutionnel. Elle constitue un exemple, parmi beaucoup d'autres, des efforts de dérégulation proposés par la Commission européenne et soutenus par tous les gouvernements. Elle traduit la résignation et la collaboration à laquelle nous appelent ceux qui, comme Michel Rocard, répètent à satiété que « *le capitalisme a gagné* ».

Cette proposition et les péripéties qui l'accompagnent illustrent également à quel point, dès qu'il s'agit de l'Union européenne, on nous trompe et on nous manipule. Profitant de la complexité des textes et de l'opacité des procédures, on s'applique à nous tromper sur le contenu des textes et sur les attitudes adoptées.

On nous trompe sur Bolkestein. On nous trompe sur le traité constitutionnel européen. Allons-nous dire « oui » à ceux qui nous trompent ?

Raoul Marc JENNAIR
www.urfig.org

Cette fois, la cote d'alerte est atteinte. Partout dans le monde, les chiffres de diffusion de la presse plongent. Plus grave encore : à la disparition de titres s'ajoutent les regroupements, les rachats, les prises de contrôle par des industriels qui ne cachent pas leur intention de mettre la presse au pas. Fin de la liberté de la presse ou fin de l'illusion d'une presse abusivement traitée de libre ? Les innombrables initiatives sur Internet (les weblogs, notamment) ne rassurent guère, car elles charrient tout et n'importe quoi et participent à la confusion entre réalité et fiction, rumeur et travail journalistique à base d'enquêtes, de vérifications, de recoupements. La question est de savoir si le sort de la presse intéresse encore grand monde...

Depuis le début de ce siècle, la diffusion de la presse belge d'information a baissé de près de 7 %. Les dernières enquêtes CIM (Centre d'Information sur les Médias) montrent une érosion de tous les titres. En Belgique francophone, seule *La Dernière Heure* sauve la mise ; de même, en Flandre, *Het Nieuwsblad-De Gentenaar* affiche une légère progression. Encore faut-il préciser que ces deux titres ont inclus dans le comptage d'exemplaires vendus leurs éditions du dimanche. Par un drôle de raisonnement, on additionne les ventes de sept jours pour les comptabiliser sur six jours, à l'instar des quotidiens sans édition dominicale.

Il faut oser dire que les chiffres du CIM sont rien moins que fiables. Que penser, en effet, de l'inclusion d'exemplaires distribués gratuitement dans les avions et les trains, les abonnements gratuits servis aux communautés diverses ? Il n'est pas normal de les inclure dans des chiffres de « diffusion payante ». Sans doute obtiendrait-on des résultats encore plus catastrophiques si les quotidiens n'usaient d'artifices pour doper artificiellement leurs ventes. Encyclopédies ou préservatifs goût fraise chez les uns, DVD ou livres à prix réduits chez les autres. Ce mal frappe toutes les publications, du quotidien au mensuel de luxe. Comme si la presse écrite estimait ne plus pouvoir se suffire à elle-même, devenant une sorte d'emballage perdu à des produits plus attractifs, audiovisuels et autres.

La question vaut d'être posée : la presse écrite a-t-elle encore un avenir ?

Un cancer généralisé

A première vue, on a envie de répondre « non ». D'autant plus que le mal semble beaucoup plus étendu, et qu'il faut désormais parler de l'avenir de l'information. L'audience des journaux télévisés connaît, elle aussi, un lent mais régulier recul. A regarder les audimétries, on constate que les chaînes belges captivent de moins en moins de spectateurs, à l'image de ce qui se passe dans les autres pays industrialisés. Ce recul ne concerne pas seulement les infos : il traduit une désaffection pour le média audiovisuel dans sa globalité.

Les malheurs de la presse écrite seraient donc à mettre au compte d'une mutation sociétale, due à plusieurs facteurs sur lesquels je reviendrai plus loin. Pour y arriver, petit panorama de ce qu'est la presse écrite aujourd'hui.

De nouveaux éditeurs : les marchands de canon

Grande agitation autour des titres français *Libération*, *Le Monde*, *Le Figaro* et *France-Soir*. La famille de Rothschild entrant substantiellement (à hauteur de 37 %) dans le capital du quotidien lancé par Jean-Paul Sartre : la symbolique ne pourrait se faire plus forte ! Afin de sortir de ses petits ennuis financiers, *Le Monde* s'apprête à vendre son âme au groupe Lagardère, marchand d'armes contrôlant ou étant présent

dans des quotidiens, des magazines et l'édition de livres. Serge Dassault a réglé le sort du *Figaro* en rachetant sa société éditrice, la Socpresse (ex-groupe Hersant), dont on oublie un peu trop souvent qu'elle est toujours massivement présente dans Rossel, c'est-à-dire *Le Soir* et sa branche régionaliste, *Sud Presse*, regroupant des titres tels que *La Meuse*, *La Gazette de Charleroi*, *Le Quotidien de Namur*, *La Capitale* et *Nord-Eclair*. Quand on se souvient des ennuis judiciaires de Monsieur Dassault en Belgique, on se prend à imaginer qu'il n'est peut-être pas très positivement disposé à l'égard de la presse de notre petit pays.

VOULONS - NO UNE PRESS

France-Soir n'en finit plus d'agoniser : indépendant à sa fondation cornaquée par Pierre Lazareff, il passa dans le giron de la Socpresse, avant de rebondir, telle une patate trop chaude, d'un industriel libanais à un groupe italien qui le refila récemment à un financier d'origine égyptienne !

Aliénation de la presse belge

En Belgique, des manœuvres de regroupement ont déjà eu lieu. Le groupe *Vers l'Avenir*, autrefois bastion de l'évêché de Namur, se trouve partiellement aux mains de la VUM (Vlaams Uitgevers Maatschappij) qui édite, entre autres, *De Standaard*, *Het Nieuwsblad* et *Het Volk*, et où l'on retrouve Thomas Leysen, fils d'André (Agfa-Gevaert), qui dirige Umicore, l'ancienne Union Minière. *La Dernière Heure* (naguère étendard du libéralisme bruxellois) et *La Libre Belgique* (porte-parole de la bourgeoisie catholique, il n'y a pas si longtemps) naviguent sous le même commandement de sociétés derrière lesquelles apparaît la famille Le Hodey. Aussi éloignés qu'ils soient au plan idéologique, *Het Laatste Nieuws* (titre libéral flamand lancé autrefois par le très laïc Julius Hoste) et *De Morgen* (créé par l'ancien Parti Socialiste flamand) appartiennent à la famille ultra-catholique Van Thillo.

Côté magazines, *Le Vif-L'Express* est édité par Roularta, qui contrôle, outre la majorité de la presse toutes boîtes flamande, *Knack*, *Télépro* et *Métro*, le gratuit des gares, dans le capital duquel Rossel a fait sa récente entrée. *Humo*, *Téléoustique*, *Gael*, *TV Pocket*, *Femmes d'Aujourd'hui*, *Libelle*, *Flair* et bien d'autres sont aujourd'hui... finlandais, dans la société Sanoma, qui a racheté le secteur presse de la hollandaise VNU. *Dag Allemaal* est contrôlé par les Van Thillo, tandis que *TV Gids-Primo* (ex-*Zondagsblad*) dépend de la société « Cascade », née de l'éclatement du groupe démocrate-chrétien « Het Volk ».

On voit donc que les pôles d'édition se sont raréfiés au fil des ans, les groupes industriels ayant mis le grappin sur la presse.

Presse libre : illusion vieille d'un siècle ?

Premier constat : les titres survivants appartiennent à des groupes de moins en moins nombreux, considérant tous que

religieux

comme le Beursschouwburg à Bruxelles ou la Soundstation à Liège, mais leur démarche deviendra de plus en plus ardue sans un véritable soutien populaire et un peu plus de courage de la part d'artistes qui ont le cœur à gauche mais le porte-feuille à droite. Si nous ne voulons pas que ces partisans du Jihad chrétien (obédience arme de destruction massive) nous imposent demain les normes en matière de culture (pour peu que l'on puisse encore parler de culture), il est plus que temps de réagir. Et puisqu'ils semblent aimer cette arme, pratiquons le boycott des activités des copains de Bush. Des festivals « ClearChannel free » apparaissent (comme le festival Rhâââlovely à Fernelmont), soutenons-les ! Des artistes tentent de résister à cet ogre (comme par exemple Daniel Helin ou Girls in Hawaï), soutenons-les ! La bataille pour un peu plus de démocratie culturelle et la défense de la diversité doit très vite s'amplifier et c'est l'attitude responsable de chacun de nous qui est primordiale dans ce combat. Il est important de promouvoir une culture éthique, tout comme il est vital d'acheter des jouets qui ne soient pas produits dans les prisons chinoises, des vêtements qui soient assemblés, pour des multinationales américaines et européennes, par des enfants dans des « sweat factories » en Birmanie ou en Malaisie, ou encore de la bouffe industrielle vendue par les multinationales de la grande distribution. Dans tous les cas, il existe des solutions, toujours de meilleure qualité, pas forcément plus chères (contrairement aux idées reçues) et surtout en accord avec le type de société plus juste et plus respectueux de la nature et des individus que nous prônons.

Une bonne croisade en perspective, en somme !

Pierre EYBEN

BREVES

Irak : certains meurent, d'autres s'enrichissent.

Kojo Annan, fils du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, aurait reçu au moins 300.000 dollars de son ancien employeur, la Cotecna, société d'inspection suisse impliquée dans le programme de l'ONU « pétrole contre nourriture ». Pour rappel, l'embargo de l'ONU sur l'Irak a fait chuter l'espérance de vie pour les hommes de 61 ans à 46 ans et pour les femmes de 64,5 ans à 57 ans. Et la mortalité infantile est passée de 23 pour mille en 1990, à 92 pour mille en 1995 et 120 pour mille en 1997. Par ailleurs, selon le Suisse Jean Ziegler, depuis le début de la guerre en Irak, le nombre d'enfants mal nourris a quasi doublé, les cas de malnutrition grave chez les enfants de moins de cinq ans passant de 4 % sous le régime de Saddam Hussein à 7,7 % à la fin de l'année dernière. Est-ce la démocratie ou le capitalisme le plus sauvage et le plus dévastateur qui est en route en Irak ?

Allemagne : on n'arrête pas le progrès

Le gouvernement Schröder a beau multiplier les cadeaux aux patrons, le chômage allemand est au plus haut (plus de 5 millions de sans-emploi), ce dont profitent allègrement certaines firmes peu scrupuleuses. Ainsi, un site Internet propose-t-il depuis peu aux chômeurs un système d'enchères inversées pour décrocher un emploi. Le principe de *jobdumping.de* est simple. L'employeur propose un poste dont il fixe le salaire maximum (jamais trop haut, rassurez-vous !). Les candidats enchérissent alors vers le bas, et celui qui a proposé le tarif le plus bas décroche le boulot. Trois cents « bienheureux » ont déjà décroché ainsi le droit de se faire exploiter plus encore que leurs concitoyens. A quand une loi rendant un tel système obligatoire ?

Le saint bilan du pontificat de Karol Wojtyla

En ces temps de commémorations dégoulinantes, à l'occasion de son décès, il est temps de rappeler quelques-unes des « œuvres » de Jean Paul II :

- des amitiés fascistes : intervention en faveur de la libération de Pinochet lors de son arrestation en Angleterre (1998), béatifications de Pie IX (2000), du cardinal Schuster, soutien de Mussolini (1996) et de l'archevêque croate pro-nazi Stepinac (1998), protection des prêtres rwandais ayant participé activement au génocide et canonisation de Josémaria Escriva de Balaguer (2002), fondateur de l'Opus Dei ;
- attitude irresponsable au sujet du SIDA : refus du port du préservatif masculin et affirmation par le Vatican que le préservatif masculin est poreux au virus du SIDA (2003) ;
- solidarité avec les commandos anti-avortement, en 1997 Jean Paul II se recueille sur la tombe du Professeur Lejeune, farouche adversaire de l'avortement ;
- condamnation de l'athéisme, du rationalisme et l'opposition à la laïcité : les athées sont des "insensés", selon Karol Wojtyla (1999) ;
- entrisme dans les institutions européennes : protestations incessantes contre l'absence de l'idée de "dieu" dans la Constitution européenne (discours au Parlement italien, 2002) ;
- ingérence dans les affaires internes des États : appel à ne pas voter pour les parlementaires favorables à l'euthanasie, l'avortement, etc. (2003), appel aux avocats pour refuser de plaider dans les affaires de divorce (2002), consignes secrètes pour dissimuler les affaires de pédophilie (2001) ;
- recyclage d'argent sale : récupération de l'or des oustachis croates pro-nazi par le Vatican et refus de le rendre (2000).

Liste non exhaustive...

Fondamentalisme *made in US*

Quand Bush parle de guerre du bien contre le mal et de lutte pour des valeurs morales et de civilisation, on a d'abord tendance à le regarder dans le blanc des yeux (qu'il a particulièrement morne) et à sourire. Mais, reprenant en cela le slogan pacifiste devenu célèbre, on aurait tort de penser que c'est parce qu'il est idiot qu'il n'est pas dangereux. Bien au contraire. Derrière les phrases symboliques concoctées par les nombreux conseillers en communication du « système Bush » (car il ne s'agit pas d'un homme, mais bien d'un système), se dissimule un programme très structuré de remise à l'ordre du jour des théories des fondamentalistes religieux chrétiens dont la pensée fleurit plus que jamais chez l'Oncle Sam. Hystérie médiatique aidant, on aurait presque oublié que le fondamentalisme n'est pas l'apanage de l'islam et que la religion chrétienne traîne derrière elle une longue tradition d'obscurantisme scientifique et une bonne odeur de « méchoui inquisitionniste ». A regarder la société américaine avec un rien de malice, on ne peut s'empêcher de penser qu'il est cocasse de voir des fanatiques du barbecue comme les Américains ne pas échapper à cette tendance *revival* pour le catholicisme des bûchers et ses théories les plus rétrogrades.

Des ravages aux Etats-Unis

Outre les 100.000 victimes (pour la plupart civiles) de sa guerre sainte en Irak (culte du Saint Baril), Bush a aussi sévi *at home* ces dernières années. On lui doit par exemple d'avoir éliminé la couverture sociale des contraceptifs prescrits médicalement pour les fonctionnaires de l'administration fédérale. Il a également interdit l'attribution d'aide fédérale aux organisations internationales de planning familial qui fournissent des conseils ou des services en matière d'IVG, fussent-elles

financées sur fonds propres. Et dernièrement, il y eut la médiatique loi, votée dans l'urgence en pleine nuit par la Chambre des représentants, et promulguée moins d'une heure plus tard par George W. au nom de la "culture de la vie", afin de tenter d'interdire à Terri Schiavo, plongée dans un coma végétatif depuis 15 ans, d'être euthanasiée selon la volonté de son époux et tuteur.

Le fondamentalisme religieux imposé par les multinationales

Ce sont aujourd'hui les multinationales les plus zélées qui reprennent et imposent ces théories fondamentalistes chrétiennes. Aux Etats-Unis, 12 complexes cinématographiques IMAX viennent ainsi de décider de ne plus montrer de films dans lesquels la théorie de l'évolution de Darwin est présentée comme logique. Cette information semble tout droit sortie d'une mauvaise série B, mais elle est pourtant bien réelle et très révélatrice de la montée du fondamentalisme religieux. Officiellement, IMAX a pris cette décision afin de ne pas « heurter » les nombreux Américains qui pensent - on n'arrête pas le progrès - que Dieu a créé l'homme tel qu'il est aujourd'hui (en somme, beau, fort, élancé, parlant anglais *of course*, blanc sans doute, rasé de prêt et chrétien, cela va de soi) et que la théorie de l'évolution est fautive. En pratique, il s'agit d'une multinationale de plus qui joue de son influence pour imposer les théories réactionnaires de l'administration Bush. Quel producteur osera encore présenter la théorie de l'évolution dans ses films sachant que cela sera synonyme de boycott de la part des salles IMAX ?

La pieuvre ClearChannel

Au début de la guerre contestée en Irak (laquelle était aussi fort contestée aux Etats-Unis on l'oublie parfois), plusieurs radios du réseau ClearChannel (grand financier de G. W. Bush) ont appelé, au nom du patriotisme US, au boycott des artistes qui s'y opposaient. Il y a même eu des manifestations au cours desquelles les disques de certains chanteurs ont été détruits par une foule électrisée. Lorsque l'on a eu la chance de suivre des cours d'histoire pas trop expurgés (chose devenue difficile aux Etats-Unis), ce genre de petites sauterelles n'est pas sans rappeler celles organisées autour de « bouquins impurs » par le petit moustachu et ses copains du IIIème Reich.

ClearChannel fait depuis quelques années une entrée fulgurante en Belgique. C'est aujourd'hui une des deux multinationales (avec JC Decaux) qui possèdent l'intégralité des panneaux publicitaires sur notre territoire. Ils ont par ailleurs racheté la plupart des grands festivals belges (dont le célèbre festival Rock Werchter) et gèrent les concerts de très nombreux artistes (U2, Rolling Stones, Arno,...). Ils usent de leur position dominante afin de tenter d'imposer leur programmation à de nombreuses salles. « Vous voulez tel artiste vendeur, alors que devez également programmer ces 10 autres artistes de notre catalogue ... ». Ils augmentent également sans cesse le prix des places de concert (120 € pour Rock Werchter cette année !).

Il est vital d'entrer en résistance

Quelques salles entrent courageusement en résistance,

la presse et l'édition sont des produits industriels comme les autres. Leur survie dépend donc d'une série de lois économiques du marché qui ne tiennent aucun compte de leur spécificité. Le capital tue assurément la presse libre.

Restons en Belgique et demandons-nous comment on en est arrivé là. Remarquons d'entrée de jeu que la presse, dans l'immense majorité de ses titres, a toujours dépendu du capital industriel. Tantôt, c'étaient des imprimeurs s'improvisant éditeurs (la plupart du temps pour rentabiliser les investissements en machines, rotatives, etc.), tantôt des intérêts particuliers s'offrant une presse aux ordres, dans l'unique but de défendre leurs prérogatives. Les « maîtres de forges » ont

VOUS ENCORE LE LIBRE ?

longtemps financé des titres prestigieux, tels qu'en France, *Le Temps*, journal dit de qualité, égaré dans la collaboration, avant de céder la place, ses machines et une partie de son capital au *Monde*, issu de la Résistance et de la libération. Les parfums Coty finançaient *Paris-Soir*.

Rien ne sert donc d'entretenir l'illusion que nous assistons actuellement à la disparition massive de la presse « libre » : en un peu plus d'un siècle, elle l'a rarement été.

Les malheurs de la presse de gauche

Vous m'objecterez : « Et la presse socialiste, et la presse communiste, et la presse issue du syndicalisme, et la presse catholique ? ». Bien sûr. L'ennui, c'est qu'elles ont pratiquement disparu.

Prenons le cas du quotidien *Het Volk*. A sa création, voici plus de 100 ans, il portait en sous-titre « le quotidien anti-socialiste ». Il avait vu le jour grâce aux curés qui, à l'époque, s'entendaient comme pas un pour soutirer des sous à leurs riches paroissiens - et à en recevoir de l'archevêché et du Vatican, via des filières dont on regretterait aujourd'hui le manque de transparence... Ce n'est pas pour rien que cette feuille militante ultra-catholique (avant de devenir sociale-chrétienne après 1945) était basée à Gand, fief du quotidien socialiste *Volksgazet*.

Du côté francophone, les deux grands titres militants restés en mémoire sont *Le Peuple* et *La Wallonie*. Le Parti ouvrier belge, pour le premier, les métallos liégeois, pour les seconds. Enfin, la dissidence ouvrière, qui donna naissance au Parti Communiste, édita *Le Drapeau Rouge*.

Que reste-t-il de tout cela ? Un grand désert, heureusement pas tout à fait stérile.

Het Volk se porte très mal. Il a complètement perdu son âme, tombé dans l'escarcelle de la VUM (voir plus haut) ; la majorité de ses pages sont produites en commun avec *Het Nieuwsblad*, autre titre du même éditeur, situé plus à droite et très flamando-flamand. *Le Peuple* et *La Wallonie* ont fini par fusionner pour former *Le Matin*, éphémère sursaut d'une presse dite de gauche, qui n'avait pas hésité, *horresco ferens*, à accueillir du capital Rossel. Depuis, rien, sinon des titres confidentiels, mort-nés, morts en bas âge, partis vers des rivages inconnus. Le plus irréductible d'entre eux est l'hebdo *Solidaire*, expression du PTB, dont il faut reconnaître qu'il a su sortir des scoops et adopter une forme professionnelle qui

manque trop souvent à ce genre de publications.

L'histoire plus que mouvementée du *Drapeau Rouge* mériterait une étude à elle seule. Je me contenterai ici de dire qu'il survit vaille que vaille.

Alain DE KUYSSCHE

Pour suivre : comment la pub a tué la presse

Vient de sortir de presse un nouveau numéro de la collection «Alternatives Sud»

Palestine :
mémoire et perspectives

Points de vue palestiniens, coordonnés
par Bichara Khader
Editions Syllepse - Centre Tricontinental
vol. XII (2005), n° 1 - 200 pages

Numéros précédents :

Les obstacles à
«la santé pour tous»
vol. XI (2004), n° 2 - 208 pages

Interventions humanitaires ?
vol. XI (2004), n° 3 - 184 pages

Sommaire et résumés sur
www.cetri.be

A paraître en juin 2005 :
Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique
latine (Points de vue du Sud)

Alternatives Sud - Collection trimestrielle
Des points de vue du Sud
sur des problématiques cruciales :
analyses critiques et alternatives
Fondateur : François Houtart
Rédacteur en chef : Bernard Duterme

Prix au numéro (port compris): 13 €
Abonnement un an (4 n°) : 50 €

Samedi 21 Mai 2005
HOMMAGE au MILITANT
Albert Faust

Espace Senghor
Chaussée de Wavre, 366 (Place Jourdan)
1040 Bruxelles / Bus 34, 36, 80

15h:
Rencontre-Débats:
Luttes sociales & Mouvements Syndicaux

19h30:
Concerts & Hommages
avec la participation de nombreux artistes

Toute la journée:
Expo, Projections, Bar-Restaurant

Organisé par l'Association
du Mouvement Pour la Démocratie Syndicale et d'Une Autre Choix



La cinquième édition du Forum social mondial vient de s'achever. Pour la quatrième fois il a eu lieu dans la ville de Porto Alegre au Brésil. La première initiative en vue de créer un « autre Davos » avait été lancée en 1999 par le Forum Mondial des Alternatives et organisée par le Centre Tricontinental de Louvain-la-Neuve. Elle rassembla environ 50 représentants de cinq grands mouvements sociaux des cinq continents : le Mouvement des sans terre du Brésil, les Syndicats ouvriers de Corée du Sud, la Fédération des paysans du Burkina Faso, le Mou-



vement des femmes du Québec et le Mouvement des chômeurs de France, ainsi que des analystes comme Samir Amin, Riccardo Petrella, Susan George, Pablo Gonzalez Casanova, etc. Cette rencontre eut lieu la même semaine que le Forum économique mondial de Davos et se termina par une conférence de presse à Davos.

L'idée d'un Forum social mondial a surgi en 2000, à l'initiative d'un groupe de Brésiliens, et a vu le jour en 2001 à Porto Alegre. On y attendait 4.000 personnes, il en vint 20.000. L'année suivante, ils furent 60.000. En 2003, ils atteignaient les 100.000. A Mumbai, pour le quatrième Forum mondial, il y en avait 120.000 et finalement, cette année à Porto Alegre, plus nombreux encore, ils étaient 155.000 à participer. Durant cette période, il y eut également un cer-

tain nombre de Forums continentiels, ainsi que régionaux (méditerranéen, amazonien, etc.) et thématiques (eau, éducation, villes, etc.).

Avant ce cinquième Forum, on disait que le mouvement s'essouffait et qu'il était en crise. Les chiffres nous montrent qu'il n'en est rien. Cette année à Porto Alegre, il y avait 6.588 organisations représentées, avec pour base de discussion la charte du FSM, c'est-à-dire la lutte contre le néolibéralisme et l'hégémonie mondiale du capital, ainsi que la recherche d'alternatives. Ils sont venus de 135 pays des cinq conti-

nents. Durant les quatre jours du Forum, il y a eu 2.500 activités (séminaires, ateliers). Il faut souligner la participation massive des jeunes à toutes ces activités.

Bien sûr, un grand nombre de questions se sont posées sur l'avenir des Forums et elles y ont été discutées. La plus importante a eu pour sujet l'efficacité visible de ces Forums. De l'extérieur ils peuvent apparaître comme une sorte de Woodstock social, très sympathique, mais sans répercussion sur les politiques mondiales. Mais ceci n'est qu'une apparence : ce serait ignorer tous les aspects non visibles de ce genre de rencontres. En premier lieu, une nouvelle conscience collective a été créée, aidant ainsi des organisations et des mouvements tellement différents et hétéroclites à découvrir, d'une part, leur place dans le sys-

tème mondial, et d'autre part, l'origine commune de leurs problèmes. En deuxième lieu, de très nombreux réseaux ont été créés ou encouragés, comme Via Campesina, l'organisation des mouvements paysans, ou le collectif sur

PORTO ALEGRE CINQUIÈME SOCIAL M

la politique fiscale, pour n'en citer que deux parmi tant d'autres. En troisième lieu, des initiatives communes ont été proposées, comme celle du 15 février 2003, la marche contre la guerre en Irak, qui a amené plus de 15 millions de personnes dans les rues aux quatre coins du monde, ou comme la proposition d'une nouvelle manifestation commune à l'échelle mondiale pour le 20 mars 2005.

Des actes impensables il y a cinq ans

Sur la scène mondiale une chose est claire : il n'est plus possible d'ignorer le FSM. Toutes les organisations internationales tiennent compte de son existence, de la Banque mondiale au Forum économique mondial de Davos, du Fonds monétaire international au G-8. Certes, jusqu'à ce jour, ils n'ont pas changé leur politique, seulement leur discours. Certains, même au Forum social, estiment qu'il ne s'agit pas d'un réel changement. Cependant, certains actes ont été posés du fait de l'existence de ces Forums. Les positions de Jacques Chirac, qui défend publiquement la taxe Tobin, et de Louis Michel, le nouveau Commissaire européen au développement, qui demande l'annulation de la dette extérieure du Tiers Monde, étaient impensables il y a cinq ans.

Une nouvelle organisation a été

samment en amont du point d'impact et ils firent un véritable carnage sur les deux tiers du convoi. Ensuite vint un char équipé d'une mitrailleuse de gros calibre, au blindage trop résistant pour leurs armes légères. Dès lors, ce fut le signal du repli et tous se dispersèrent dans la nature comme des lapins. A ce moment, c'était chacun pour soi et beaucoup tombèrent lors de ces opérations. L'oncle Fernand, lui, a survécu à la guerre, bien que toujours malade des bronches depuis. Les dix dernières années de sa vie, il respirait à l'aide d'une bonbonne d'oxygène ; il est mort le 3 mars 1999. Parmi ses collègues cheminots, à l'échelle nationale, près de 3.000 résistants donnèrent leur vie pour la liberté des leurs. Huit cents postiers firent de même.

Dès 1940, en Belgique, la résistance vint du peuple : ouvriers, agriculteurs, mineurs, cheminots, petits fonctionnaires ; la haute bourgeoisie continua ses affaires tant bien que mal, l'aristocratie ne fut jamais inquiétée. Les Allemands laissaient en place les structures économiques des pays conquis afin d'en profiter, d'y puiser, le cas échéant. Il n'est pas étonnant qu'une grande partie des résistants belges étaient communistes. La colla-

boration fut également largement répandue, des milliers de lettres de dénonciation ont été envoyées. Il y avait, du côté wallon, les rexistes, les « noirs », endoctrinés par Léon Degrelle, et les indépendantistes du *Vlaamse Raad* et le mouvement *De Vlag* en Flandre. Chaque région donna 15.000 collaborateurs à l'armée allemande. Une légion wallonne de 3.000 hommes partit se battre sur le front russe ; elle subit de lourdes pertes.

Certains Flamands très pieux écoutaient durant la messe des curés qui prêchaient, en chaire de vérité, la lutte contre le communisme, hostile à l'église, selon eux. En réalité, ce discours cachait la complicité d'une large partie du clergé avec le pouvoir collaborateur en place. Après tout, à l'époque, le pouvoir en Belgique était essentiellement aux mains des francophones et peu respectueux de la culture flamande, ce qui n'incitait pas nos compatriotes du nord à s'identifier à la nation. En outre, il était tellement plus facile de nourrir sa famille lorsqu'on collaborait avec l'occupant. 3.000 s'engagèrent dans les divisions *Westland* et *Viking*, envoyées en Russie. La moitié seulement en revint pour affronter les tribunaux d'ici. Comme

par hasard, des années plus tard, ce sont leurs fils qu'on retrouve à la tête du Vlaams Blok ! Histoire de montrer qu'ils ont le sens de l'héritage...

En Europe aujourd'hui, l'extrême droite refait surface dans beaucoup de pays, dans le nôtre également. Ils reviennent ! Avec d'autres visages, d'autres appellations, d'autres baratin, mais ils gardent toujours cette même haine dans le regard, ce même racisme et cette même soif de violence. S'il m'était donné de faire quelque chose pour mon pays, c'est bien contre cela que je me battrais. Ainsi, mon grand-père ne sera pas mort pour rien. Ainsi, tous ces gens n'auront pas été massacrés pour rien. Tant de sang ! Quarante millions de morts, dont 12 millions en déportation ; 88.000 âmes pour la Belgique ! Quel carnage ! Qu'au moins tous ces sacrifices puissent nous inciter à rester alertes face à la menace, toujours actuelle, de la réparation de cette exécration plaie, et ce, malgré nos prétendus atouts démocratiques. N'oublions pas que Hitler fut élu démocratiquement !

Lilian SWINNE

Vos réactions

Le DR est un outil de débat. La question de l'Irak et la position du PC irakien publiée dans le DR 5 continuent à susciter, et nous nous en félicitons, de nombreuses réactions. Nous allons ainsi publier dans les prochains numéros d'autres contributions à ce sujet.

L'article *Voile islamique : bon à savoir*, paru dans le même numéro, n'est pas passé inaperçu non plus. Voici donc de quoi alimenter la réflexion.

Lectrice régulière du DR, je tiens à réagir à l'article de A. De Kuysche sur le voile et surtout à quelques phrases qui m'ont fait bondir.

Je cite : *"Vouloir porter le voile, c'est adhérer à une idéologie arc-boutée contre la modernité, accepter un statut rétrograde de la femme, et par une logique paradoxale, accepter que l'homme puisse battre son épouse et que cette dernière ne puisse porter plainte contre sa violence"*.

Je demande à l'auteur de l'article : existe-t-il une seule religion où la femme est un être à part entière ? Où l'on ne la diminue pas d'une manière ou d'une autre ?

Secundo, il me semble que la violence faite contre les femmes, n'est pas l'exclusivité d'un milieu ethnique, d'une couche sociale. Elle n'épargne pas, à mon avis, aucun milieu social ni religieux.

Mais revenons à Naima Amzil, la jeune employée de Remmery. Qui, à part l'extrême droite, a-t-elle dérangé en portant le voile ? Sait-on qu'on peut vouloir porter le voile, sans être adepte de la charia, par exemple ?

Lorsque A. De Kuysche demande « La Belgique va-t-elle devenir musulmane ? », je pense à ma voisine me disant « ça pullule comme des lapins, cette race ». Les phrases sont différentes, mais le sentiment de peur qu'elles dégagent est semblable. Je pense que ce genre de discours a fait et fera toujours les beaux jours de l'extrême droite.

Melina SARMANIDIS

Le Drapeau Rouge débute avec ce numéro une série de récits de faits de résistance datant de la Deuxième guerre mondiale, la plupart ignorés du grand public. Cela représente notre modeste contribution à l'indispensable effort de mémoire.

FRERES DANS LA RESISTANCE



Marcel Swinne

Cette année, et l'année passée, on a beaucoup parlé des événements de la Seconde guerre mondiale, du soixantième anniversaire du débarquement de Normandie et de la fin du conflit. Certaines émissions télévisuelles étaient vraiment émouvantes, les témoignages des survivants poignants, certains récits aussi. Encore aujourd'hui, le monde entier s'explique mal comment la nation allemande a pu basculer dans la folie ; plusieurs autres suivirent d'une manière ou d'une autre : l'Italie, le Japon, et l'Espagne furent également éclaboussés par cette marée brune. Il faut bien l'avouer, c'est un sujet qui me touche. Cette guerre a complètement traumatisé mon père, car il a vu mourir son père devant lui, fin mars 1943, alors qu'il n'avait pas encore six ans. Il en a également subi les conséquences : deux ans d'orphelinat, la misère, la faim, le froid. Puisque tout le monde parle de cette guerre, je vais donc vous conter le récit de ces héros.

Avant la guerre, dans le civil, mon grand-père, Marcel Swinne, travaillait à la poste de Tilf, pas loin de Liège. Il était socialiste, mais un socialiste d'alors, combatif et militant, et non comme ceux, mous et opportunistes d'aujourd'hui ! Mon grand-père avait 30 ans lorsqu'il reçut son ordre de mobilisation ; puisqu'il travaillait à

la poste, on l'a enrôlé dans les transmissions. Lors de l'invasion allemande, il fut envoyé sur le front, afin de réparer une ligne téléphonique devenue subitement muette. Il trouva l'endroit sectionné et s'affaira à la réparer, accroupi, lorsqu'il entendit une voix dans son dos : « Hände hoch ! ». Il fut envoyé en Allemagne dans un camp de prisonniers de guerre, tout comme 225.000 combattants belges. Son frère, l'oncle Fernand, lui passé par l'artillerie, le rejoignit en captivité. Ils étaient dans le même camp, le même baraquement, et furent libérés en même temps, en décembre 1942.

Une fois rentrés au pays, chacun reprit son travail : mon grand père à la poste de Tilf et mon grand oncle aux chemins de fer, un des grands bastions de la résistance en Belgique. Cependant, ils revinrent tous deux bien amochés par leur périple en Allemagne : Fernand avait contracté une bronchite chronique qu'il traînera jusqu'à la fin de sa vie, mais pour mon grand-père, c'était encore plus grave ! Il avait une sorte d'infection du sang et de la peau, des furoncles se développèrent d'abord sur ses jambes, puis un peu partout sur sa peau. Il décéda quatre mois après sa libération. Les circonstances de sa mort restent étranges, il n'y a pas eu d'autopsie et sa veuve brûla tous les documents le concernant. Les Allemands auraient fait des expériences scientifiques médicales sur des prisonniers dans ce *Stalag* ; l'oncle Fernand prétend que son frère serait resté trop longtemps à l'infirmerie du camp et que c'était louche pour un simple rhume. Chaque matin, il essayait d'avoir de ses nouvelles, mais on le renvoyait sans rien lui dire. Ils lui auraient injecté un microbe, cette furonculose, afin de tester des nouveaux traitements dessus.

Après sa captivité, il avait pourtant repris le travail, ce qui suppo-

sait seulement un léger handicap. Le jour de son décès, il en revenait, il s'est allongé sur le divan et s'est éteint sans rien dire. Selon le souvenir de mon père, il avait les tempes étrangement rougeâtres, comme s'il avait reçu des coups sur sa tête, mais rien n'indique que ce soit sa maladie qui l'aurait achevé plutôt qu'une hémorragie cérébrale. Il y a aussi le fait qu'il détournait et détruisait quand il pouvait certaines des trop nombreuses lettres de dénonciation, destinée à la Kommandantur locale, transitant par le centre de tri postal où il travaillait. Les Allemands contrôlaient soigneusement le courrier du pays, mais ils durent relâcher leur vigilance à cause du départ de sans cesse plus d'effectifs vers le front russe qui venait de s'ouvrir. Aurait-il été agressé par des rexistes à la sortie de son boulot ? Ces brutes, les chemises noires, formaient des milices qui terrorisaient les campagnes wallonnes. Avec les Allemands, on ne retrouvait jamais les corps ; avec les nazis wallons, c'était différent, car ils accomplissaient souvent leurs crimes à l'écart du regard des autres, puis s'enfuyaient rapidement sans nettoyer derrière eux, pour ne pas subir les représailles de leur propre population.

Toujours est-il que son frère jura de le venger ! Il prit le maquis, avec une cinquantaine de camarades, ce qui était beaucoup plus compliqué qu'en France, vu la situation géographique : un plateau sans beaucoup de relief. Une vingtaine seulement survécurent. Ils étaient équipés grâce à des parachutages alliés nocturnes. Armés de mitraillettes *STEN* et d'explosifs, ils pratiquaient la technique de la guérilla : embuscades, escarmouches, actions brèves et violentes. Ils s'habillaient avec des sacs de pommes de terre coupés pour laisser passer la tête et les bras. L'une de leurs plus belles actions se déroula dans les alentours du village de Fallais, près de Hannut. Un premier groupe était chargé d'attirer une colonne allemande motorisée vers un carrefour où attendait une seconde équipe, dissimulée dans des champs de betteraves. D'après les témoignages, certains tirèrent trop tôt, mais d'autres s'étaient disposés suffi-

adoptée au Forum. Il n'y a plus eu de tables rondes thématiques organisées par le secrétariat, mais seulement des activités proposées par les organisations participantes. L'expérience a été positive, parce qu'elle a permis d'avoir ainsi

ÈGRE, 2005 LE FORUM MONDIAL

plus d'interventions et les thèmes importants ont quand même été abordés. Certains d'entre eux, comme la guerre ou le futur des Forums, ont été mieux représentés qu'avant. L'expérience de Mumbai, où toutes les activités s'étaient déroulées dans un seul lieu géographique, a également été maintenue et elle a permis une meilleure communication entre les groupes et les participants. Cependant, contrairement à Mumbai, la présence des plus pauvres n'a pas été réellement accomplie.

Une grande discussion a eu lieu au sujet des alternatives et des stratégies. Pour la première fois un effort particulier a été fait pour recueillir les alternatives proposées par les différents ateliers et tables rondes thématiques. La nécessité d'une action commune, ainsi que d'un compromis politique, s'est faite sentir. L'unanimité se fait pour dire que les Forums doivent rester un point de rencontre et non pas se transformer en une 5^{ème} Internationale. Alors, comment déboucher sur l'action ? Différentes initiatives ont eu lieu durant le Forum. L'Assemblée des mouvements sociaux, comme d'habitude, a fait une déclaration, mais beaucoup plus concrète que lors des Forums précédents, sur la guerre, la dette extérieure et d'autres points, en proposant une action commune à tous les participants. Un groupe d'intellectuels, parmi lesquels Eduardo Galeano, Saramago, Adolfo Perez Esquivel,

Bernard Cassen, Immanuel Wallenstein, Walden Bello, a présenté à la presse le Manifeste de Porto Alegre en 12 points. Ils représentent une sorte de synthèse des nombreux sujets discutés dans les Forums depuis cinq ans, avec des propositions de voies à suivre pour atteindre ces objectifs. Les sujets sont la guerre, la dette, les services publics, la culture, les taxations internationales, la dérégulation du travail, etc. Le Forum mondial des alternatives a conclu avec une proposition de six campagnes sur des problèmes similaires.

Un processus est lancé

Bien sûr, ce n'est qu'un début, mais il est évident qu'un processus s'est mis en marche. Ces rassemblements mondiaux, avec un haut degré d'hétérogénéité, ne peuvent produire de résultats immédiats, même si les problèmes sont urgents. Certains, dans le FSM, pensent que de telles initiatives pourraient mettre en danger l'existence même de ces Forums. Pour d'autres, c'est la condition de leur continuité et de leur renouvellement. La proposition d'alternatives et de stratégies pose immédiatement la question du lien avec la politique. En l'espace de quelques années, un grand progrès a été fait en cette matière. Au début, les Forums des mouvements sociaux et des ONG étaient très réticents envers les partis politiques, à cause des expériences passées d'instrumentalisation. Aujourd'hui, les Forums, étant toujours des initiatives des mêmes acteurs de la société civile, ont plus de contacts avec le monde politique, tout en maintenant leur autonomie. De nombreux leaders politiques sont présents dans les Forums, malgré le fait que les partis politiques ne puissent organiser de séminaires ou d'ateliers.

Un exemple : la présence à Porto Alegre de Lula et de Hugo Chavez. Les deux ont donné des conférences dans le stade de Porto Alegre, en présence de plus de 12.000 personnes. Ils ont illustré deux approches différentes. Lula, qui de Porto Alegre est parti à Da-

vos, représentait clairement une vision de collaboration avec les pouvoirs économiques (capital et organismes financiers) en vue de consolider l'économie avant de procéder à une distribution plus juste du produit social. Hugo Chavez, au contraire, prône un programme rapide de nouvelle distribution, basée sur la nationalisation de l'économie. Même si la situation des deux pays est différente, cela représente deux tendances, deux attitudes différentes également représentées au sein du FSM. Lula, lors d'une rencontre avec le Conseil International du FSM, a été fortement critiqué pour sa présence à Davos. Davos ne peut pas être comparé aux Nations unies. C'est une rencontre de leaders de l'économie capitaliste et, s'il existait une Cour Internationale de Justice pour les crimes économiques, la moitié de ses participants se trouveraient sur le banc des accusés.

Même si différentes positions existent, il est important que leurs acteurs continuent de se rencontrer, de discuter afin d'arriver à des accords sur des actions concrètes à mener ensemble. Le pôle capitaliste est trop fort pour se permettre une division au sein de ceux qui veulent lutter contre le néolibéralisme, l'hégémonie mondiale du capitalisme et chercher des alternatives. Il y a certainement un danger d'être récupéré et de développer des positions de compromis, comme la croyance que le capitalisme peut être humanisé. En réalité, dans le FSM, on est toujours plus conscient qu'il s'agit d'une illusion. Les petits pas ne peuvent pas être rejetés, parce que des personnes meurent de faim aujourd'hui et non demain. Il y aura beaucoup d'étapes à parcourir dans la longue marche qui mène à la transformation radicale du système et il ne faudra surtout pas laisser au capitalisme la moindre occasion de se reproduire avec quelques adaptations. C'est un des défis majeurs des Forums, et c'est pourquoi leur existence et leur continuité sont nécessaires.

François HOUTART

La charge principale de la victoire sur le nazisme - en sacrifices humains et en combats - revint à l'Armée rouge et à l'Union soviétique. Ce fait, largement reconnu en Occident en 1945, s'il est minimisé ou discrédité récemment chez nous, n'en reste pas moins un fait historique. Or, ce fait n'a pas seulement sa place dans nos mémoires, il est essentiel à la compréhension même de la nature de la Deuxième guerre mondiale. La guerre à l'est, absolument inévitable, fut à la fois la même qu'à l'ouest et très différente. Une guerre à trois dimensions.

1. Une entreprise impériale moderne

La guerre est d'abord "impérialiste" au sens classique. L'Allemagne, retardataire dans le partage colonial du monde, revient à la charge après sa défaite de 1914-18, en rivalité avec la Grande-Bretagne et la France. En Extrême-Orient, le Japon poursuit ses propres objectifs. Les Etats-Unis entreront dans la guerre lorsqu'en seront évidents les avantages en termes de nouvelle hégémonie mondiale. Mais le paysage n'est plus celui de 1914. Les vieux empires ont disparu. L'Europe, comme l'Amérique et le Japon, est emportée par les grands vents de l'industrialisation, du capitalisme et de la modernité. L'Allemagne se trouve désormais à la pointe, sinon en tête, de cette nouvelle civilisation. Elle entre cependant en rupture avec le libéralisme et professe un nationalisme ethniciaste et un racisme "aryen" dont la manifestation extrême - l'élimination des Juifs - est l'obsession de son nouveau leader nazi, Adolf Hitler. Le régime national-socialiste, porté au pouvoir en 1933 par les grandes entreprises et les classes moyennes, balaie les "obstacles" que constituent le mouvement ouvrier et les partis communiste et social-démocrate, sur la voie d'une "revanche" industrielle et guerrière. Il se dote d'un système dirigiste et corporatiste, mais dans le respect de la propriété privée du capital. Les grandes firmes bénéficient d'un taux d'exploitation maximal, y compris sous forme d'esclavagisme dans les camps de concentration. Elles auraient vocation à piloter l'intégration européenne dont l'économie capitaliste est déjà porteuse.

A l'est, par contre, c'est un univers étranger et très "retardataire" qui fait

Allemagne nazie - URSS UNE GUERRE A TROIS DIMENSIONS



Siège de Stalingrad

face : à la fois comme monde rural et civilisation "eurasienne", et comme système collectiviste encadrant l'industrialisation en dehors des normes du capitalisme. Or, c'est précisément dans cet immense espace, l'URSS, que l'Allemagne nazie entend redéployer son vieux rêve impérial - la conquête d'un nouvel "espace vital". D'où la première spécificité de la guerre à l'est : les peuples concernés ne connaîtront pas d'"occupants polis".

2. Une conquête coloniale et raciste

Les chefs nazis (Hitler déjà dans "Mein Kampf" en 1923) ne dissimulent pas leurs objectifs coloniaux. Ceux-ci impliquent l'élimination de la Pologne en tant qu'état, de la "juiverie orientale" (qui n'est qu'une partie de la "question juive" à résoudre), de l'Union soviétique en tant qu'état fédératif de peuples d'"Untermenschen" (sous-hommes). Les Polonais et les Serbes entrent également dans cette catégorie. On notera que c'est lors de l'agression contre l'URSS le 22 juin 1941 et dans les premiers mois d'occupation, en Biélorussie, en Ukraine et en Russie

que les "Einsatzgruppen" - bientôt relayés par la Wehrmacht et les SS - procèdent aux premières éliminations massives de Juifs, de communistes, de prisonniers, de partisans et de villageois "complices" de la résistance. Autrement dit, le judéocide et l'extermination des populations slaves participent d'un seul et même processus. Dans la première année suivant l'invasion, quelque 3,5 millions de prisonniers soviétiques sont exterminés par les fusillades et la faim. Ultérieurement, dans les camps aménagés en Pologne et grâce aux nouvelles technologies (gaz), les Juifs "en tant que Juifs" seront la cible d'une destruction industrielle et systématique sans équivalent. Or, le projet nazi était gigantesque. Le "Plan de l'Est" conçu à Berlin par Göring et la fine fleur de l'intelligentsia scientifique envisage la mort de 30 millions de Soviétiques dans le conflit à venir, et la déportation vers l'est (la Sibérie) d'un autre "contingent" de 30 millions. A la place des morts et des déportés devaient s'établir des colons allemands en nombre limité capables de développer une agriculture moderne. C'était donc une grande entreprise de modernisation du monde rural archaïque de l'est.

3. Une guerre politique contre le communisme

Dans la troisième dimension - la guerre politique, visant la destruction du système et de l'état (objectifs différents de ceux poursuivis à l'ouest), le projet nazi apparaît, dès le départ, comme une radicalisation de l'anticommunisme. Il renoue avec le combat inachevé que les pays, tant de l'Axe que de l'Entente (les deux camps de 1914-18) avaient mené contre les Soviétiques en soutien à la contre-révolution en 1918-20. Pour une large fraction de la bourgeoisie, des grands propriétaires et des clergés catholiques en Europe de l'entre-deux guerres, le fascisme en Italie, le franquisme en Espagne, le nazisme en Allemagne apparaissent comme des "remparts contre la barbarie judéo-bolchévique". A une époque où l'antisémitisme est de bon ton, l'association entre "Juifs" et "communistes" va de soi. Le théoricien Alfred Rosenberg a d'ailleurs mis au point une stratégie de dislocation de l'URSS jouant sur les nationalismes, notamment ukrainien et balte. Ce n'est pas seulement d'Allemagne, mais de toute l'Europe qu'ont afflué les armées, les légions et divisions SS "nationales" qui unirent leurs forces pour abattre le communisme athée.

Ces trois dimensions de la guerre hitlérienne contre l'URSS détermineront largement les types d'occupation, de collaborations, de résistances, le caractère même de la victoire et de ses prolongements, en URSS et en Europe, en ce compris la guerre froide qui devait succéder à la temporaire alliance "contre nature" qu'avaient nouée l'URSS et les démocraties occidentales. Elles expliquent aussi les perceptions contradictoires qu'on peut avoir de "la Victoire" soixante ans plus tard. Le fait que l'entreprise nazie, produit de "notre" modernité ait été brisée par des "peuples inférieurs", menés à la victoire par l'URSS, a certes été reconnu en 1945, mais reste à ce jour insupportable aux Occidentaux bien-pensants. D'autant qu'après la guerre politique contre le communisme, perdue par Hitler mais finalement gagnée par le camp euro-atlantique, les vastes espaces "libérés" à l'est sont promis à de nouvelles formes de colonisation. La Victoire de 1945, implicitement mais très logiquement, est remise en question.

Jean-Marie CHAUVIER

Jasenovac : le camp de l'oubli

La libération des camps nazis, en particulier celui d'Auschwitz, a donné lieu à de larges couvertures médiatiques, bien que souvent biaisées. A l'inverse, aucun média occidental n'a rappelé le 60^{ème} anniversaire, ce 22 avril, de la libération du principal camp d'extermination à ne pas avoir été sous contrôle direct du Reich, celui de Jasenovac (ex-Yougoslavie, actuellement sur les territoires de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine).

Géré par les oustachis croates, dont de nombreux membres du clergé catholique, en général franciscains, des centaines de milliers de Serbes, Roms, juifs et antifascistes croates y périrent, exécutés avec une bestialité et un primitivisme qui rebutaient aux officiers nazis en poste dans la « Grande Croatie » d'alors. Le nombre de victimes varie grandement selon les sources : de moins de 100.000 à un million. Un chiffre précis ne sera sans doute jamais établi. En effet, les oustachis ont détruit toutes leurs archives à l'approche des partisans en avril 1945. En outre, le régime titiste, au pouvoir après la guerre, a imposé une politique d'amnésie sur les atrocités commises par les oustachis et les autres alliés yougoslaves des nazis, espérant ainsi promouvoir la ligne de «fraternité et unité» officielle. C'est ainsi que le site de Jasenovac a été entièrement rasé et qu'il a fallu attendre plus de vingt ans pour qu'un monument commémoratif y soit érigé.

Loin de favoriser la réconciliation, l'oubli forcé de ces atrocités n'a fait qu'exciter le nationalisme et les peurs lorsque le titisme a sombré et que la Croatie et d'autres républiques yougoslaves ont proclamé leur indépendance au début des années '90. On peut mieux comprendre la réaction des Serbes de Croatie et Bosnie, principales victimes de l'holocauste oustachi, lorsqu'ils ont vu ressurgir, cinquante ans plus tard, une Croatie indépendante ayant recours aux mêmes symboles étatiques que celle mise en place par Hitler en 1941.

Comme s'il s'agissait d'obéir à une tradition, aucun média occidental n'a consacré la moindre ligne à la cérémonie d'hommage aux victimes qui s'est tenue sur la rive bosniaque du site de Jasenovac à l'occasion du 60^{ème} anniversaire de sa libération. Ainsi, c'est à des communiqués serbes et à une dépêche de l'agence chinoise Xin Hua qu'il faut recourir pour apprendre que, dans le village de Donja Gradina, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées, dont des représentants des Congrès juif et rom mondiaux, et les présidents de Serbie et de l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine. Quels intérêts cachent de tels oublis médiatiques ?

Georges BERGHEZAN